



Madame la Présidente,

Les agents des Finances Publiques et de l'Insee voient leurs conditions de travail se dégrader toujours plus. Les suppressions d'emplois, la réduction des budgets et les vastes restructurations d'implantation de nos services, démontrent l'instabilité et le recul du périmètre des missions de l'État. Ces réformes sont guidées par une vision budgétaire et libérale de l'action publique ayant pour conséquence une dégradation des conditions de travail des agents.

En effet, les suppressions d'emplois, couplées aux fermetures de postes, accélérées par l'Adaptation des Structures du Réseau (ASR), se sont poursuivies à un rythme infernal et les agents ont dû s'adapter à marche forcée aussi bien à de nouvelles méthodes de travail et de management, qu'à un criant manque de moyens humains et matériels.

La charge mentale qui pèse sur les agents génère des relations de travail tendues, provoque des pathologies physiques et psychiques et conduit certains à des actes désespérés.

En attendant, pour nous soulager notre Ministre et notre DG nous écrivent régulièrement, en complément d'un vaste plan de com orchestré sur Ulysse et dans les médias. Nous ne parlerons même pas de la convocation de tous les agents à la préfecture pour prêcher la bonne parole.

**Cette communication n'est que propagande et mensonges ! PROPAGANDE** parce que les cartes présentent une multiplicité d'« accueils de proximité » qui sont censés remplacer les trésoreries qui remplissaient un ensemble des missions dont celle essentielle de guichet de proximité ouvert à la population toute la semaine. De plus, il n'est pas fait état de l'ensemble des transferts et des suppressions/fusions de services à destination des particuliers et des entreprises qui comme pour les trésoreries supprimeront des guichets de proximité ouverts à la population toute la semaine.

Avec le nouveau réseau de proximité (géographie revisitée), les suppressions d'emplois impactant les quelques services de pleine compétence qui subsisteraient vont accélérer la destruction pure et simple de tout le réseau, des missions, des droits et garanties des agents !

Les restructurations incessantes, loin de simplifier l'exercice des missions, les ont industrialisées, fragilisées, ont rompu leurs interdépendances et cohérences globales. En tant que telles et associées aux suppressions d'emplois, les réformes aggravent continuellement les conditions de travail des agents, qui font preuve au quotidien d'une conscience professionnelle et d'un attachement au service public remarquable, de plus en plus souvent au détriment de leur propre santé.

**Les territoires n'ont pas été pris en compte.** Ces cartes d'implantation des services de la DGFIP n'ont pas été faites en concertation avec d'autres administrations ou services publics, ignorant les réalités sociales, économiques, techniques, culturelles et politiques des territoires. Le gouvernement retient le principe d'une structure par canton. Mais le canton n'est rien d'autre qu'une circonscription électorale et n'est pas en tant que tel une réalité économique, sociale ou territoriale. Les multiples redécoupages depuis la Révolution en témoignent. Comment ont travaillé les « géographes de la DGFIP » ? La « densification des points de contacts » masque mal la diminution des plages d'horaires d'accueil. Il s'agit en fait d'une érosion des services publics. Dans sa circulaire du 1er juillet 2019, le Premier ministre demande de pouvoir s'appuyer entre autres sur le réseau des trésoreries pour créer les maisons France Services. Combien de trésoreries seront proposées en Haute-Vienne pour faire partie de ce réseau alors même que votre projet est de les supprimer ?

#### L'intersyndicale des Finances Publiques :

- condamne les « lignes directrices » qui, en continuant l'œuvre funeste de la démarche stratégique, compromettent l'exercice normal des missions. Pire encore, « Action Publique 2022 », lancé fin 2017, menace toutes les missions et l'exercice même de ces dernières ;
- exige l'arrêt des suppressions d'emploi et par conséquent de pourvoir à toutes les vacances d'emploi ;
- rappelle que l'ensemble des missions de la DGFIP doivent être prioritaires et maintenues
- dénonce la volonté de l'administration de forcer les usagers à ne plus venir à l'accueil physique au profit d'autres canaux d'accueil (téléphone, numérique...)

L'intersyndicale des Finances Publiques 87 demande que la réserve de 5 % pour un montant de 3995 €, qui grève le budget du CHS-CT de la Haute-Vienne (qui est de 79 900 € et non de 75 905 €), soit débloquée sans délai pour répondre aux besoins des personnels et à des dépenses imprévues d'ici le 31 décembre 2019.

Non à la Géographie Revisitée, non aux 5800 suppressions d'emplois, aux restructurations, externalisations et privatisations de nos missions, non à la destruction de la DGFIP et des droits et garanties des agents.